

Cline, William R., *American Trade Adjustment: the Global Impact*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 26, March 1989, 97 p.

Frank Davidson

Volume 21, numéro 3, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702717ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702717ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Davidson, F. (1990). Compte rendu de [Cline, William R., *American Trade Adjustment: the Global Impact*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 26, March 1989, 97 p.] *Études internationales*, 21(3), 627–628.
<https://doi.org/10.7202/702717ar>

CLINE, William R., *American Trade Adjustment: the Global Impact*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 26, March 1989, 97p.

En 1988 on se résignait à l'attente. Reagan s'était révélé président à « déficits jumeaux » : déficit budgétaire lié à une balance des paiements courants qui semblait mettre en danger l'économie mondiale entière. Mais en pleine campagne électorale on n'avoue pas ses erreurs, l'héritier oint se retient de les dénoncer. Après l'installation de Bush on verrait, pourraient se dire les critiques du reaganisme économique.

Ce petit livre de Cline est paru donc au début de ce qu'un optimiste aurait espéré être un nouvel ordre de choses. C'est un avertissement. À la mi-octobre 1989 le nouvel ordre n'était toujours pas arrivé : l'avertissement semblait loin d'être dépassé.

Cline commence (pp. 2-4) par tracer « Les origines et l'importance du déséquilibre extérieur » des États-Unis. Celui-ci poserait trois risques majeurs : premièrement crise de confiance qui entraînerait une chute importante du dollar, une montée des taux d'intérêt américains et une récession aux États-Unis ; deuxièmement, limitation de la croissance économique à plus long terme ; troisièmement, protectionnisme augmenté, qui avec des représailles étrangères probables pousserait l'économie mondiale vers la dépression.

Il importe donc de « diagnostiquer » les « Perspectives à moyen terme des déficits américains extérieurs » (pp. 4-17). Le diagnostic de Cline emploie deux modèles économétriques dont une première annexe (pp. 63-69) offre une brève description technique. (Une deuxième annexe fournit – pp. 71-81 – statistiques et projections fondamentales.) Les modèles indiqueraient

que, sans un nouvel ordre de choses en politique économique, le déficit du compte courant américain ne tomberait jamais au-dessous de \$100 milliards et commencerait à augmenter (de nouveau) après 1989. Dès 1992 la dette internationale nette américaine dépasserait \$1,1 billion.

Mais en plus du déficit américain, il y aurait d'importantes « Distorsions des paiements internationaux » (pp. 17-25) : augmentation des excédents japonais et allemands, franche faiblesse de certains autres pays, y compris surtout le Royaume-Uni, faiblesse moins accusée de quelques pays « intermédiaires » tels la France, l'Italie et le Canada.

Pour les États-Unis les mesures clefs seraient, bien sûr, la diminution du déficit budgétaire et la dépréciation réelle supplémentaire du dollar, pour les pays excédentaires, l'expansion de la demande intérieure. Mais quel serait, en détail, « L'impact des mesures de redressement » (pp. 25-34) ? Sans des « cibles » un peu différenciées, les réactions multilatérales pourraient amener les pays « intermédiaires » à en bloquer le succès.

Par conséquent, Cline considère « Un programme d'ajustement international » (pp. 34-50) compatible avec une distribution acceptable de l'ajustement détaillé, donc avec une croissance mondiale soutenue. La politique fiscale américaine devrait obéir aux critères Gramm-Rudman-Hollings (réduire le déficit fédéral à raison de \$40 milliards chaque année) ; la valeur « réelle » du dollar américain devrait tomber à peu près à 10 % au-dessous de son niveau du *quatrième trimestre 1987*. Quant aux autres pays, l'ajustement devrait être concentré sur les forts : l'Allemagne, le Japon, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse et (dans une plus faible mesure) Taiwan et la Corée. (Cline souligne la question : que diraient, pour ce qui regarde le taux de change du mark, Jacques Delors et les

autres enthousiastes de l'union monétaire européenne?)

Les implications « réelles » de l'ajustement « faisable » (pp. 50-57) comprendraient, pour les États-Unis, du tonus dans les secteurs qui ont souffert pendant l'ère Reagan; bien entendu, les pays « forts » auraient à remplacer la croissance fondée sur l'exportation par celle basée sur la demande intérieure.

Les dernières pages de l'étude (pp. 57-62) affirment ou répètent les implications de l'ajustement pour les États-Unis, les forts, les « intermédiaires » et les pays endettés. Ceux-ci pourraient gagner aux taux d'intérêt réduits qui devraient provenir de la modification de la politique fiscale américaine. Il faudrait absolument que, face à un ajustement extérieur américain, l'Europe ne se tourne pas vers le protectionnisme par suite du maintien des taux de change actuels entre les pays de la communauté.

Cline serait-il trop optimiste? En octobre 1989 Gramm-Rudman-Hollings ne semble toujours qu'une chimère. Le Fonds monétaire international vient d'annoncer que, de \$125 milliards en 1989, le déficit courant américain en 1990 passera à \$139 milliards. (Effectivement, en août 1989 il s'était nettement détérioré.) Or Cline ne s'occupait pas à prédire la réception de son programme.

Ouvrage trop pessimiste? L'économie, les économistes, sont loin d'être infaillibles. L'amélioration de l'état du monde prouvera peut-être que le programme de Cline aurait été inutilement exigeant.

Frank DAVIDSON

Département de sciences économiques,
La Trobe University, Melbourne, Australie

TOINET, Marie-France, (Sous la direction de). *L'État en Amérique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989, 339p.

Lors de la convention constitutionnelle de 1787, les pères fondateurs de la nation américaine firent oeuvre de pionnier. D'une part, ils enterrèrent les Articles de la Confédération qui étaient devenus inopérants et dotèrent les États-Unis d'une nouvelle constitution. D'autre part, rompant avec une tradition occidentale vieille de deux siècles qui considérait que l'État était souverain et indivisible, ils créèrent un système politique original reposant sur le principe du fédéralisme et où l'État se trouvait compartimenté et décentralisé.

La constitution américaine représente encore aujourd'hui un paradoxe historique. Cette constitution s'est développée au sein d'une population qui croyait profondément que le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins et dans le cadre d'une société qui présumait qu'un gouvernement local doit toujours être préféré à un gouvernement central fort. Et pourtant, cette constitution a su s'adapter aux nécessités de l'âge industriel et aux besoins d'une société urbaine et ce, sans subir de modifications majeures. Comment les États-Unis sont-ils donc passés d'une constitution et d'un système politique conçus pour restreindre l'action du gouvernement à une constitution rendant le gouvernement central responsable du bien-être général de la population et lui permettant de prendre ses responsabilités planétaires?

C'est à cette question que le présent ouvrage, *L'État en Amérique*, publié sous la direction de Marie-France Toinet, tente de répondre. Ce livre découle d'un colloque international tenu à Chantilly en janvier 1988. Il représente donc le fruit d'une mise en commun et d'un travail de réflexion de pas moins de 20 auteurs dont 7 américains